

COMMISSION DE L'ÉCONOMIE,
DE LA POLITIQUE SCIENTIFIQUE,
DE L'ÉDUCATION, DES
INSTITUTIONS SCIENTIFIQUES
ET CULTURELLES NATIONALES,
DES CLASSES MOYENNES ET DE
L'AGRICULTURE

COMMISSIE VOOR HET
BEDRIJFSLEVEN, HET
WETENSCHAPSBELEID, HET
ONDERWIJS, DE NATIONALE
WETENSCHAPPELIJKE EN
CULTURELE INSTELLINGEN, DE
MIDDENSTAND EN DE
LANDBOUW

du

van

MARDI 25 JANVIER 2011

DINSDAG 25 JANUARI 2011

Après-midi

Namiddag

La réunion publique est ouverte à 14 h 57 sous la présidence de M. Willem-Frederik Schiltz.

01 Question de Mme Katrin Jadin au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le nouveau site www.prixdeouf.be" (n° 2135)

01.01 Katrin Jadin (MR): Le nouveau site "prixdeouf", qui reçoit entre 15 000 et 20 000 visites par jour, rappelle un peu eBay, avec un jeu d'enchères et un délai pour remporter l'objet. Mais pour pouvoir enchérir, l'internaute doit acheter des crédits, soit en payant, soit en diffusant la publicité du site sur des réseaux sociaux. L'achat de crédits n'est pas limité et il peut provoquer une assuétude amenant le "joueur" à dépenser au-delà de ses moyens. En réalité, il s'agit plus d'une loterie ou d'un casino en ligne que d'un vrai site d'enchères.

La Direction générale "Contrôle et médiation" a-t-elle déjà enregistré des plaintes concernant ce site? Avez-vous l'intention de prendre des mesures de protection du consommateur?

01.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): La Direction générale Contrôle et Médiation du SPF Économie n'a pas reçu de plaintes au sujet de ce site.

Selon mes services et les autorités de protection du consommateur, cette méthode d'enchères chronométrées s'apparente davantage à un jeu de hasard interdit.

Une demande d'avis a été adressée à la Commission des jeux de hasard. Si celle-ci devait qualifier le procédé de jeu de hasard interdit, elle aurait la possibilité de mettre en place les moyens les plus appropriés pour faire respecter cette interdiction.

Je vous invite également à poser la question au ministre de la Justice, compétent pour cette commission.

01.03 Katrin Jadin (MR): Vous pouvez compter sur les libéraux pour appuyer les mesures qui découleront de cet avis.

L'incident est clos.

Présidente: Katrin Jadin.

02 Question de M. Willem-Frederik Schiltz au ministre du Climat et de l'Énergie sur "l'accord sur l'électricité conclu entre Electrabel et les plus grandes entreprises industrielles belges" (n° 2106)

02.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Electrabel céderait une partie de sa production d'électricité aux plus grandes industries de notre pays en échange d'investissements communs dans de nouvelles centrales au gaz et au charbon ainsi que dans une centrale nucléaire. Ce point ne manque pas d'étonner puisque l'État belge n'a pas encore pris de décision quant au retrait ou au maintien éventuel de la décision de fermer les centrales nucléaires.

Le ministre a-t-il connaissance de cet accord? Quelle est la position de ces entreprises ainsi que d'Electrabel concernant la sortie du nucléaire? Cette tendance est-elle structurelle? Cet accord risque-il d'avoir une quelconque incidence sur l'organisation du marché belge de l'énergie?

02.02 Paul Magnette, ministre (*en néerlandais*): Je n'ai pas connaissance des clauses contractuelles ni des prix ainsi fixés, étant donné qu'il s'agit de dispositions contractuelles convenues entre des entreprises privées dans le cadre d'accords n'ayant pas impliqué le gouvernement.

Ces discussions n'auront aucune incidence sur la question de la construction de nouvelles centrales nucléaires en Belgique. En tout état de cause, la loi sur la sortie du nucléaire ne comprend aucune disposition prévoyant la construction de telles centrales, même dans l'hypothèse d'un prolongement de la durée de vie des centrales actuelles.

Dans un marché libéralisé, d'autres accords de ce type seront sans doute encore conclus. Un nombre de plus en plus important de consommateurs souhaitent participer à la production pour pouvoir bénéficier de prix stables et de garanties d'approvisionnement.

Nous devons toutefois absolument éviter la création d'un marché à plusieurs vitesses sur lequel seuls les petits consommateurs résidentiels doivent payer des prix élevés qui couvrent les frais du service public. Les autorités publiques doivent veiller à ce que la concurrence puisse jouer et à ce que tous les consommateurs puissent en bénéficier.

02.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Je me félicite de l'accueil favorable que le ministre réserve à cette tendance.

Il est évident que les gros clients ne doivent pas être les seuls à pouvoir conclure des accords. Cette possibilité doit aussi être réservée au consommateur. Nous examinerons ultérieurement la manière dont les autorités publiques doivent jouer leur rôle régulateur.

L'incident est clos.

03 Question de Mme Karine Lalieux au ministre du Climat et de l'Énergie sur "le système belge de gestion des provisions nucléaires" (n° 2281)

03.01 Karine Lalieux (PS): À votre demande, l'ONDRAF mène une analyse du système belge sur la problématique de la gestion des provisions nucléaires, en vue de dégager des pistes de réforme.

L'ONDRAF vous-a-t-il communiqué les résultats de l'analyse? Quelle est la méthodologie envisagée? Quelles sont les premières observations? L'ONDRAF est-il en mesure de procéder à des recommandations? Pensez-vous faire procéder à un *benchmarking* des systèmes de gestion au niveau européen?

03.02 Paul Magnette, ministre (*en français*): L'analyse de ce cadre légal belge organisant la couverture des coûts nucléaires se déroule conformément à un plan de travail approuvé par le conseil d'administration de l'ONDRAF le 5 janvier dernier.

L'ONDRAF a élaboré un rapport, envoyé le 5 juillet 2010, qui comprend une description et une analyse de la situation liée au démantèlement des centrales nucléaires et à la gestion des matières fissiles irradiées. Des recommandations m'ont également été formulées. Il en ressort deux modèles possibles (l'internationalisation et l'externalisation des provisions ou une combinaison des deux) qui doivent encore être analysés en fonction des risques pour l'État et des trois prismes que sont le maintien et le transfert des responsabilités, la sécurisation des fonds et leur contrôle.

Je souhaite qu'une table ronde soit organisée prochainement à ce sujet.

Le rapport de l'ONDRAF a également évalué le cadre légal et réglementaire belge au sujet du *benchmarking*.

Les organismes de gestion des déchets d'autres pays seront également invités à la table ronde.

03.03 Karine Lalieux (PS): Lors de l'audition de l'ONDRAF, la question du financement était sur toutes les lèvres.

Si ces entreprises disparaissent, quelle sera leur responsabilité pour le futur lointain?

L'incident est clos.

La **présidente**: Les questions n^{os} 1996, 2146 et 2238 de M. Clarinval, 2063 de Mme Snoy et d'Oppuers, 2065 et 2066 de M. Logghe et 2198 de Mme De Meulemeester sont reportées.

La réunion publique de commission est levée à 15 h 20.

De vergadering wordt geopend om 14.57 uur en voorgezeten door de heer Willem-Frederik Schiltz.

01 Vraag van mevrouw Katrin Jadin aan de minister van Klimaat en Energie over "de nieuwe website www.prixdeouf.be" (nr. 2135)

01.01 Katrin Jadin (MR): Met zijn verkoop bij opbod binnen een bepaalde tijdslimiet lijkt de nieuwe website www.prixdeouf.be, die dagelijks 15.000 tot 20.000 bezoekers telt, sterk op de veilingssite eBay. Om te kunnen bieden, moet de bezoeker echter credits aankopen, hetzij door ervoor te betalen, hetzij door reclame over de website te verspreiden via sociale netwerken. Er staat geen beperking op die aankoop van credits, wat een verslavend effect kan hebben op de 'speler', die geneigd zal zijn meer uit te geven dan hij bezit. In werkelijkheid gaat het hier dus meer om een soort onlineloterij of -casino dan om een echte veilingssite.

Heeft de Algemene Directie Controle en Bemiddeling al klachten ontvangen over die website? Zal u maatregelen nemen om de consument te beschermen?

01.02 Minister Paul Magnette (Frans): De Algemene Directie Controle en Bemiddeling van de FOD Economie heeft geen klachten over deze site ontvangen.

Volgens mijn diensten en de consumentenbeschermingsautoriteiten heeft zo een veilingssite, waarbij binnen een bepaalde tijdslimiet op een voorwerp wordt geboden, meer weg van een verboden kansspel.

De Kansspelcommissie werd om advies gevraagd. Als de commissie deze praktijk als verboden kansspel zou aanmerken, zou ze het verbod met de meest geschikte middelen kunnen afdwingen.

Ik stel voor dat u deze vraag ook aan de minister van Justitie richt; hij is bevoegd voor de Kansspelcommissie.

01.03 Kattrin Jadin (MR): U mag op de liberalen rekenen om de maatregelen die uit dat advies zouden voortvloeien, te steunen.

Het incident is gesloten.

Voorzitter: Kattrin Jadin.

02 Vraag van de heer Willem-Frederik Schiltz aan de minister van Klimaat en Energie over "de elektriciteitsdeal tussen Electrabel en de grootste industriële bedrijven in België" (nr. 2106)

02.01 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Electrabel zou een deel van haar elektriciteitsproductie afstaan aan de grootste industriële bedrijven van ons land in ruil voor gemeenschappelijke investeringen in nieuwe energiecentrales op gas en kolen, maar ook een kerncentrale. Dat is opmerkelijk aangezien de Belgische overheid nog geen beslissing heeft genomen over het al of niet terugdraaien van de sluiting van de kerncentrales.

Is de minister op de hoogte van deze deal? Hoe staan de bedrijven en Electrabel tegenover de phase out? Is deze tendens structureel? In hoeverre zou deze deal een impact kunnen hebben op de organisatie van de Belgische energiemarkt?

02.02 Minister Paul Magonette (Nederlands): Het gaat hier over contractuele bepalingen tussen privébedrijven waarbij de regering niet rechtstreeks betrokken is. Ik ben dus ook niet op de hoogte van de contractuele clausules of van de overeengekomen prijzen.

Deze besprekingen zullen geen enkele impact hebben op de bouw van nieuwe kerncentrales in België. De kernuitstapwet voorziet hoe dan ook niet in de bouw van dergelijke centrales, zelfs bij de verlenging van de levensduur van de bestaande centrales.

In een vrijgemaakte markt zullen dergelijke deals nog vaker voorkomen. Steeds meer grote verbruikers willen immers participeren in de productie om stabiele prijzen en bevoorradingsgaranties te bekomen.

We moeten echter absoluut vermijden dat er een markt met verschillende snelheden ontstaat, waar enkel de kleine residentiële verbruikers hoge prijzen moeten betalen die de kosten van de openbare dienst dekken. De overheid moet er actief over waken dat de concurrentie kan spelen en dat alle verbruikers daarvan kunnen genieten.

02.03 Willem-Frederik Schiltz (Open Vld): Het is goed nieuws dat de minister positief staat tegenover deze tendens.

Uiteraard moeten niet alleen de grote afnemers deals kunnen sluiten, maar ook de consument. Wij zullen later nog bekijken op welke manier de overheid regulerend moet optreden.

Het incident is gesloten.

03 Vraag van mevrouw Karine Lalieux aan de minister van Klimaat en Energie over "de Belgische regeling voor het beheer van de nucleaire provisies" (nr. 2281)

03.01 Karine Lalieux (PS): Op uw verzoek analyseert NIRAS de Belgische regeling voor het beheer van de nucleaire voorzieningen, teneinde pistes voor mogelijke hervormingen aan te reiken.

Heeft NIRAS u de resultaten van haar analyse meegedeeld? Aan welke methode wordt er gedacht? Wat zijn de eerste bevindingen? Kan NIRAS aanbevelingen formuleren? Zal u de regelingen van de andere Europese lidstaten benchmarken?

03.02 Minister Paul Magonette (Frans): De analyse van het Belgisch wettelijk kader voor de dekking van de

kosten voor de ontmanteling van de kerncentrales en voor het beheer van bestraalde splijtstoffen verloopt conform het werkprogramma dat de raad van bestuur van NIRAS op 5 januari goedkeurde.

NIRAS heeft een verslag opgesteld waarin de toestand met betrekking tot de ontmanteling van de kerncentrales en het beheer van bestraalde splijtstoffen wordt beschreven en geanalyseerd; dat verslag werd op 5 juli 2010 overgezonden. Er werden me ook een aantal aanbevelingen voorgelegd. Daaruit komen er twee mogelijke modellen naar voren (internationalisering of uitbesteding van de voorzieningen, of een combinatie van beide), waarvan de risico's voor de overheid nog moeten worden geanalyseerd; ze moeten ook getoetst worden aan criteria als de bestendiging en de overdracht van de verantwoordelijkheid, de beveiliging van de geldmiddelen, en de controle over de geldmiddelen.

Ik wil dat er dienaangaande binnenkort een rondetafel georganiseerd wordt.

In het verslag van NIRAS wordt ook het Belgische wettelijke en reglementaire kader inzake benchmarking geëvalueerd.

De afvalbeheerinstellingen van andere landen zullen ook een uitnodiging krijgen voor de rondetafel.

03.03 Karine Lalieux (PS): Bij de hoorzitting met NIRAS hield de financieringskwestie iedereen bezig.

Als die bedrijven verdwijnen, wat is dan hun verantwoordelijkheid voor de verre toekomst?

Het incident is gesloten.

De **voorzitter**: De vragen nr. 1996, nr. 2146 en nr. 2238 van de heer Clarinval, nr. 2063 van mevrouw Snoy et d'Oppuers, nr. 2065 en nr. 2066 van de heer Logghe en nr. 2198 van mevrouw De Meulemeester worden uitgesteld.

De openbare commissievergadering wordt gesloten om 15.20 uur.